

Démocratie

TOUS ALIGNÉS ?

Jean-Philippe Derosier

19/10/2021

Dans sa contribution d'une série réalisée en partenariat avec [L'Hétairie](#), le constitutionnaliste Jean-Philippe Derosier, professeur de droit public à l'université de Lille et auteur du blog [La Constitution décodée](#), revient sur l'offre politique à six mois de l'échéance présidentielle.

On connaît les dates : ce sera les 10 et 24 avril 2022.

On connaît les modalités : deux tours, n'accéderont au second que les deux arrivés en tête au premier, avec toutefois un seuil de qualification qui paraît des plus bas (probablement en-deçà de 20%, comme en 2002).

Connaît-on les protagonistes ? Certains, oui. Tous, non.

L'élection présidentielle de 2022 et, derrière elle, les élections législatives qui se tiendront les 12 et 19 juin occupent désormais le débat public, l'espace médiatique et les réflexions politiques.

Pour autant, à six mois de l'échéance, l'offre politique n'est nullement cristallisée et elle ne le sera sans doute que tardivement.

“

Pour l'élection présidentielle, avant d'exister nationalement, il faut être implanté localement

Certains sont candidats sans l'être. Il en est ainsi d'Emmanuel Macron et d'Éric Zemmour, dont nul ne doute de leur candidature, alors qu'ils n'en ont pas encore fait officiellement acte. L'un et l'autre se comportent comme tel, chacun à sa façon puisque la position de président de la République et de favori des sondages permet à Emmanuel Macron d'entretenir le détachement lui garantissant de rester, pour l'heure, maître du jeu et des horloges. L'autre profite de la bulle médiatique qu'il a créée et évite ainsi de devoir plonger dans un volet programmatique qui le contraindrait soit à cliver davantage, soit à révéler un certain néant ce qui, dans un cas comme dans l'autre, marquerait un frein à son envolée sondagière. L'avenir dira ce qu'il en est, mais souvenons-nous simplement que

Jean-Pierre Chevènement était crédité de 12% en octobre 2001 (et même 14% en janvier 2002), pour terminer à 5% le jour de l'élection.

Certains ne sont pas candidats mais rêvent de l'être. Tel est le cas de ceux qui participeront au congrès des Républicains, le 4 décembre prochain, qui pourrait d'ailleurs être riche en surprises et en enseignements. D'abord, grâce au nombre d'électeurs : il ne s'agit pas d'une primaire « ouverte » à tous les électeurs, mais bien « fermée » aux adhérents du parti, qui a néanmoins profité de l'occasion pour mener une campagne d'adhésion autour de cet événement fédérateur et mobilisateur qu'est la désignation du candidat à l'élection présidentielle. Ensuite, du fait de la dynamique que cet événement pourrait, malgré tout, engendrer : un débat médiatisé, une famille politique mobilisée, des idées diffusées et discutées pourront générer, s'ils sont sagement organisés, une dynamique de campagne tout en évitant les travers d'une primaire ouverte, que l'épisode de 2017 a disqualifiée, au moins pour 2022. Enfin, en raison du candidat qui sera ainsi investi, dont on ne connaît pas encore l'identité : celui qui est porté par les sondages, celle qui fait figure de challenger ou celui qui a su rester fidèle à sa famille politique ? L'avenir le dira.

Certains sont candidats et fiers de l'être. Il en est ainsi de Marine Le Pen, de Yannick Jadot. La première l'est depuis longtemps, voire depuis toujours, tandis que l'autre a failli ne pas l'être, tout en se retrouvant aujourd'hui pris en otage par une ligne politique nettement différente de la sienne. Fort de ses 51%, il est le candidat désigné, mais il est un candidat contraint de composer avec les 49% recueillis par Sandrine Rousseau, aux idées plus radicales mais qu'il doit intégrer pour rassembler sa famille politique.

C'est également le cas de Jean-Luc Mélenchon, de Fabien Roussel ou d'Anne Hidalgo, quoique pour ces derniers la situation pourrait être différente. En effet, ils sont tous trois installés, soutenus par leur parti respectif et désireux d'être candidats jusqu'au bout.

Cependant, le premier rêve d'un ralliement du deuxième et la raison est simple : en plus de vouloir apparaître comme le rassembleur de la gauche, il a surtout besoin du soutien du Parti communiste pour obtenir les parrainages nécessaires à sa candidature. Rappelons qu'il faut recueillir **au moins 500 signatures d'élus, principalement des maires, issus d'au moins 30 départements différents** : à ce jour, La France insoumise ne dispose pas du réseau d'élus suffisant pour garantir à Jean-Luc Mélenchon de les obtenir et les signatures qu'il reçut en 2017 furent principalement fournies par... des élus communistes. Mais Fabien Roussel entend bien exister lors de ce scrutin déterminant de la V^e République et n'a nullement prévu de renoncer.

L'absence de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle paraît donc possible.

Elle serait toutefois un tel séisme politique qu'on peine à croire que l'hypothèse se vérifiera. Mais cette dernière confirme néanmoins que, pour cette élection, avant d'exister nationalement, il faut être implanté localement.

Le Parti socialiste, quant à lui, a su imposer une candidate – à moins que ce ne soit l'inverse et qu'Anne Hidalgo ait su s'imposer au Parti socialiste, dont le premier secrétaire fut un temps séduit par une candidature commune avec EELV. Victorieuse d'un vote interne, elle sera bien investie lors d'une convention du parti le 23 octobre prochain, lui permettant de lancer effectivement et officiellement sa campagne. C'est nécessaire, car **la musique de l'effacement et du ralliement à Yannick Jadot semble encore trotter dans la tête de certains**, notamment de ceux qui ne pensent qu'à sauver quelques circonscriptions.

Pourtant, une telle alliance, faute de ligne politique claire, serait sans doute la garantie d'un scénario « Benoît Hamon à l'envers », le candidat de 2017 alors rallié par Yannick Jadot, qui avait offert à son parti l'un des scores les plus faibles de toute la V^e République (à l'exception de Gaston Defferre, en 1969).

Les protagonistes de l'élection présidentielle de 2022 sont donc nombreux à être alignés et déterminés. Seront-ils tous sur la ligne de départ, le 10 avril prochain ou, plus précisément, le 18 mars 2022, date limite pour arrêter la liste des candidats ? Les prochaines semaines l'éclairciront mais une chose est sûre : des rebondissements sont à prévoir.